<i>Texte initial</i>	<i>Projet de texte modifié</i>	<i>Remarques</i>
<p>Article R.142-2</p> <p>I- Les cotisations versées sur un contrat relevant de l'article L. 142-1, nettes de frais, sont affectées à l'acquisition de droits individuels relatifs à des engagements de rentes, y compris immédiates, ou de capital exprimés en euros, et à l'acquisition de parts de provision de diversification.</p> <p>Le contrat prévoit la part des cotisations versées, nettes de frais, qui est affectée à l'acquisition de droits individuels relatifs à des engagements exprimés en euros.</p> <p>Pour les engagements exprimés en euros, le montant du capital ou de la rente garantis, payables au terme prévu par le contrat, est fixé par ce dernier dans la limite d'un montant déterminé selon des tables et des</p>	<p align="center">Décret en conseil d'Etat</p> <p align="center">Article 1</p> <p>Le titre III du livre Ier est complété d'un chapitre IV ainsi rédigé :</p> <p>« Chapitre IV – Engagements donnant lieu à constitution d'une provision de diversification</p> <p>« <i>Art. R. 134-1</i> – [Engagements de l'assureur envers le souscripteur <u>ou l'adhérent</u>] I.- Le capital ou la rente, y compris immédiate, garantis au titre des opérations relevant de l'article L. 134-1, sont exprimés en euros et en parts de provision de diversification.</p> <p>« Le contrat prévoit la répartition des primes versées nette de frais, qui est affectée à l'acquisition de droits individuels relatifs à des engagements exprimés en euros, ainsi que leur répartition entre les différentes comptabilités auxiliaires d'affectation mentionnées à l'article L. 134-2.</p> <p>« Pour les engagements exprimés en euros, le montant du capital ou de la rente sont garantis <u>en cas de vie</u> à une échéance définie par le contrat qui ne peut être inférieure à huit ans. Le montant du capital ou de la rente garantie payable à échéance est fixé par le contrat dans la limite d'un montant déterminé selon</p>	<p>Inversion R. 142-1 et R. 142-2 pour commencer par les éléments contractuels.</p> <p>L'article R. 134-1 reprend l'ancien R. 142-2 en le simplifiant.</p>

<p>taux définis par arrêté du ministre en charge de l'économie.</p> <p>Article R142-11</p> <p>Les dispositions de la présente section s'appliquent aux contrats permettant que le montant du capital garanti au terme, le cas échéant constitutif de la rente garantie, puisse être inférieur, à la date de versement, aux cotisations versées nettes de frais.</p> <p>Article R.142-2 (suite)</p> <p>La provision mathématique est calculée d'après des taux d'intérêt et des tables de mortalité déterminés dans des conditions et limites fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie.</p> <p>Le calcul s'effectue par rapport à la date d'échéance prévue à l'adhésion ou, pour les contrats de rente viagère, par rapport à la date prévue au contrat de liquidation des droits en rente. La part de la cotisation qui n'est pas affectée à la provision mathématique est portée au compte de l'adhérent en parts de provision de diversification.</p>	<p>des tables et des taux définis pas arrêté du ministre en charge de l'économie.</p> <p>« Le contrat peut prévoir que le capital garanti au terme, le cas échéant constitutif de la rente garantie, puisse être inférieure, à la date de versement, aux primes versées nettes de frais.</p> <p>« La provision mathématique est calculée d'après des taux d'intérêt et des tables de mortalité déterminés dans des conditions et limites fixées par arrêté du ministre en charge de l'économie.</p> <p>Le calcul s'effectue par rapport à la date d'échéance <u>de l'engagement</u> prévue au contrat ou, pour les contrats de rente viagère, par rapport à la date de liquidation des droits en rente prévue au contrat.</p> <p>« Pour chaque comptabilité auxiliaire d'affectation mentionnée à l'article L. 134-2, la part des primes, nette de frais, qui n'est pas affectée à la provision mathématique, donne lieu à la constatation d'un engagement exprimé en nombre de parts de la provision de diversification.</p>	<p>Reprise de l'ancien article R. 142-11.</p>
<p>Article R.142-2 (suite)</p> <p>II- Il est précisé à chaque adhérent en caractères très apparents dans le certificat d'adhésion le terme de l'engagement s'appliquant à ladite adhésion, ou la date de liquidation des droits individuels en rentes : ceux-ci</p>	<p>« II.- Il est précisé en caractères très apparents dans le contrat le terme de l'engagement ou la date de liquidation des droits individuels en rentes ; ceux-ci peuvent être prorogés par avenant à l'initiative du <u>souscripteur ou de l'adhérent</u>contractant, mais ils ne peuvent, [à l'exception des contrats mentionnés à</p>	<p>« à l'exception des contrats mentionnés à l'article L. 143-1 » : reprise de la disposition existante et extension au PERP ? A discuter. Cette exception est-elle bien liée à la possibilité d'ajuster la date de sortie en rente à la date de liquidation des droits à retraite.</p>

<p>peuvent être prorogés à l'initiative de l'adhérent par avenant à l'adhésion, mais ils ne peuvent, à l'exception des contrats mentionnés à l'article L. 143-1, être avancés. Le contrat détermine les conditions d'une telle prorogation ou d'une telle anticipation par avenant, ainsi que les modalités de celle-ci.</p>	<p>l'article L. 143-1 et L. 144-2], être avancés. Le contrat détermine les conditions d'une telle prorogation ou d'une telle anticipation par avenant, ainsi que les modalités de celle-ci.</p>	
<p>Article R.142-2 (suite)</p> <p>III. - En application de l'article L. 160-3, les engagements peuvent également être exprimés en devises.</p>	<p>« III. - En application de l'article L. 160-3, les engagements peuvent également être exprimés en devises.</p>	<p><u>Suppression de la possibilité d'exprimer les engagements en devises ce qui ne serait pas cohérent avec l'article L.134-1.</u></p>
<p>Article R142-12</p> <p>Tout contrat relevant de la présente section peut prévoir que les cotisations versées, nettes de frais, sont intégralement affectées à des engagements exprimés en parts de provision de diversification. L'article R. 342-6 ne s'applique pas à ces contrats. Sauf lorsqu'ils relèvent de l'article R. 142-9, ces contrats prévoient alors une contre-assurance égale à la provision de diversification.</p> <p>Les provisions mentionnées au premier alinéa de l'article R. 142-1 sont celles mentionnées aux 4°, 7° et 9° de l'article R. 331-3.</p>	<p>« III. - Le contrat peut aussi prévoir que tout ou partie des primes versées, nettes de frais, donnant lieu à la constatation d'engagements relevant de l'article L. 134-1, sont intégralement affectées à des engagements exprimés en parts de provisions de diversification. L'article R. 342-6 ne s'applique pas à ces engagements. Sauf lorsqu'ils relèvent de l'article R. 134-9, ces contrats prévoient alors une contre-assurance égale à la provision de diversification.</p> <p>« Il n'est pas constitué la provision technique mentionnée au 1° de l'article R. 331-3.</p>	<p>Reprise de l'ancien article R. 142-12 (« fonds internes »)</p>
<p>Article R142-1</p> <p>Les provisions techniques correspondant aux</p>	<p>« Art. R. 134-2 – [Actif et passif de la comptabilité auxiliaire] Les provisions techniques correspondant aux opérations de l'entreprise d'assurance relevant de l'article L. 134-1 sont celles mentionnées aux 1°, 4°,</p>	<p>Reprise de l'ancien article R.142-1</p> <p><u>On ne rajoute pas la possibilité de prévoir une PPE à</u></p>

<p>opérations de l'entreprise d'assurance au titre des contrats relevant de l'article L. 142-1 sont celles mentionnées aux 1°, 4°, 7° et 9° de l'article R. 331-3.</p> <p>Sont inscrits dans le compte mentionné au b de l'article R. 342-1 les actifs du contrat et les provisions techniques mentionnées aux 1°, 7° et 9° de l'article R. 331-3.</p> <p>La présente section ainsi que, conformément à l'article L. 142-2, la section 6 du chapitre II du titre IV du livre III s'appliquent à chacun de ces contrats</p>	<p>7° et 9° de l'article R. 331-3.</p> <p>« Sont inscrits dans le compte mentionné au b de l'article R. 342-1 les actifs afférents aux engagements affectés à la comptabilité auxiliaire et les provisions techniques mentionnées aux 1°, 7° et 9° de l'article R. 331-3.</p> <p>« Les dispositions de la présente section ainsi que celles de la section 6 du chapitre II du titre IV du livre III s'appliquent séparément à chaque comptabilité auxiliaire d'affectation distincte établie en application de l'article L. 134-2.</p>	<p><u>l'intérieur du canton.</u></p>
<p>Article R142-3</p> <p>Les actifs du contrat sont, par dérogation aux articles R. 332-19 et R. 332-20, inscrits dans la comptabilité mentionnée à l'article R. 342-1 sur la base de leur valeur de réalisation déterminée conformément aux dispositions des articles R. 332-20-1 et R. 332-20-2. La variation de valeur, d'un exercice à l'autre, de ces placements est constatée dans le compte de résultat du contrat.</p>	<p>« <i>Art. R. 134-3</i> – [Comptabilisation en valeur de marché] Les actifs afférents aux engagements affectés à une comptabilité auxiliaire d'affectation mentionnée à l'article L. 134-2 sont, par dérogation aux articles R. 332-19 et R. 332-20, inscrits dans la comptabilité mentionnée à l'article R. 342-1 sur la base de leur valeur de réalisation déterminée conformément aux dispositions des articles R. 332-20-1 et R. 332-20-2. La variation de valeur, d'un exercice à l'autre, de ces placements est constatée dans le compte de résultat de la comptabilité auxiliaire.</p>	<p>Reprise de l'ancien article R.142-3</p>
<p>Article R142-4</p> <p>Les engagements mentionnés aux 1°, 7° et 9° de l'article R. 331-3 sont à toute époque représentés par les actifs du contrat évalués selon les règles prévues</p>	<p>« <i>Art. R. 134-4</i> – [Représentation des provisions techniques] Les provisions techniques mentionnées aux 1°, 7° et 9° de l'article R. 331-3 sont à toute époque représentées par les actifs affectés à la comptabilité auxiliaire évalués selon les règles prévues aux articles R. 332-20-1 et R. 332-20-2.</p>	<p>Reprise de l'ancien article R.142-4. Suppression de la restriction des actifs éligibles lorsque la garantie au terme n'est pas intégrale (abandon du R 142-14)</p>

<p>aux articles R. 332-20-1 et R. 332-20-2</p>		
<p>Article R142-5</p> <p>I. - La valeur de la part de provision de diversification est égale au montant de la provision de diversification, divisé par le nombre des parts détenues par les adhérents.</p> <p>III. - Le contrat prévoit que l'entreprise d'assurance garantit une valeur minimale de la part de provision de diversification, exprimée en euros et non en pourcentage de la valeur de la part, et qui est calculée de façon à s'élever au moins, à la date de souscription du contrat par la personne morale ou le chef d'entreprise mentionnés à l'article L. 141-1, à 5 % de la valeur de la part.</p> <p>Cette garantie constitue un engagement de l'entreprise d'assurance, y compris pour l'application de l'article R. 342-3</p> <p>Article R142-15</p> <p>Par dérogation au III de l'article R. 142-5 et pour les contrats relevant de l'article R. 142-12, le contrat ne peut prévoir une garantie minimale relative à la provision mentionnée au 9° de l'article R. 331-3.</p>	<p>« Art. 134-5 – [Valeur des parts de provision de diversification] I.- La valeur de la part de provision de diversification est égale au montant de la provision de diversification, divisé par le nombre des parts constituant les engagements de l'entreprise d'assurance.</p> <p>« II.- Le contrat prévoit que l'entreprise d'assurance garantit une valeur minimale, non nulle, de la part de provision de diversification, exprimée en euros et non en pourcentage de la valeur de la part. Par dérogation, le contrat ne prévoit pas de garantie minimale pour les engagements relevant du IV de l'article R. 134-1.</p> <p>« Cette garantie constitue un engagement de l'entreprise d'assurance, y compris pour l'application de l'article R. 342-3.</p>	<p>Reprise des I et III de l'ancien R.142-5 et de l'ancien article R.142-7, ainsi que de l'ancien article R.142-15</p> <p>Suppression du minimum de 5 %, précision de la valeur non nulle de la part.</p> <p>On précise qu'il n'y a pas de garantie minimale pour les fonds internes</p>
<p>Article R142-7</p> <p>Une nouvelle valeur de part de la provision de</p>	<p>« III.- Une nouvelle valeur de part de provision de diversification peut être définie, et les parts existantes sont alors converties en fonction de cette nouvelle</p>	

<p>diversification peut être définie, et les parts existantes sont alors converties en fonction de cette nouvelle valeur. La garantie mentionnée au III de l'article R. 142-5 est multipliée par le rapport entre le nombre de parts avant la conversion et le nouveau nombre de parts.</p> <p>A l'exception de la conversion mentionnée à l'alinéa précédent, la garantie mentionnée au III de l'article R. 142-5 ne peut être modifiée durant l'application de l'article R. 342-3</p>	<p>valeur. La garantie mentionnée au II est multipliée par le rapport entre le nombre de parts avant la conversion et le nouveau nombre de parts.</p> <p>« A l'exception de la conversion mentionnée à l'article R. 134-7, la garantie mentionnée au II ne peut être modifiée durant l'application de l'article R. 342-3.</p>	
<p>Article R142-5</p> <p>II. - Pour l'application de l'article R. 342-6, les résultats techniques et financiers d'un contrat sont répartis entre les adhérents de ce contrat sous forme de revalorisation des engagements exprimés en euros, par attribution de parts de provision de diversification ou par revalorisation de ces parts. Le contrat définit les modalités de répartition des résultats techniques et financiers, dans des conditions définies par arrêté du ministre en charge de l'économie.</p> <p>IV. - Pour l'application du II du présent article, les engagements exprimés en euros ne peuvent être revalorisés que :</p> <p>1° Si le montant de la provision de diversification est supérieur à une fois et demie la différence entre le montant des provisions mathématiques relatives aux engagements exprimés en euros qui seraient à inscrire</p>	<p>« Art. 134-6 – [Participation aux bénéfices] I.- Pour l'application de l'article R. 342-6 les résultats techniques et financiers sont répartis entre les assurés sous la forme de revalorisation des engagements exprimés en euros, d'accroissement du nombre de parts de provision de diversification, de revalorisation de ces parts. Le contrat définit les modalités de répartition des résultats techniques et financiers, dans des conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'économie.</p> <p>« II- Pour l'application du I, les engagements exprimés en euros ne peuvent être revalorisés que :</p> <p>« 1° Si le montant de la provision de diversification est supérieur à une fois et demie la différence entre le montant des provisions mathématiques relatives aux engagements exprimés en euros qui seraient à inscrire si le taux d'actualisation retenu pour leur calcul était nul et le montant des provisions mathématiques calculées conformément au quatrième alinéa de</p>	<p>Reprise des II, IV et V de l'ancien article R. 142-5.</p> <p>·</p> <p>·</p> <p>Les règles d'affectation de la PB seront précisées par arrêté du Ministre (modification du c du II du A. 331-4 pour prévoir l'affectation majoritaire de la PB à la PTD).</p>

<p>si le taux d'actualisation retenu pour leur calcul était nul et le montant des provisions mathématiques calculées conformément au quatrième alinéa de l'article R. 142-2 ;</p> <p>2° Et si le montant de la provision de diversification, diminué de la garantie mentionnée au présent III, est supérieur à un pourcentage, fixé par arrêté du ministre chargé de l'économie, du montant des provisions mathématiques.</p> <p>V. - Le contrat prévoit, pour la détermination de la valeur de rachat ou de transfert, les modalités d'attribution des résultats techniques et financiers relatifs à la période écoulée depuis la dernière date de répartition de ces résultats jusqu'à la date de détermination de la valeur de rachat ou de transfert.</p>	<p>l'article R. 134-1.</p> <p>« 2° Et si le montant de la provision de diversification, diminué de la garantie mentionnée au II de l'article R. 134-5, est supérieur à un pourcentage, fixé par arrêté du ministre chargé de l'économie, du montant des provisions mathématiques.</p> <p>« III.- Le contrat prévoit, pour la détermination de la valeur de rachat ou de transfert, les modalités d'attribution des résultats techniques et financiers relatifs à la période écoulée depuis la dernière date de répartition de ces résultats jusqu'à la date de détermination de la valeur de rachat ou de transfert.</p>	
<p>Article R142-6</p> <p>Le contrat peut prévoir les modalités et les conditions de conversion en provisions mathématiques des parts de provision de diversification. A l'exception des contrats mentionnés à l'article L. 143-1, cette conversion s'effectue exclusivement à l'initiative de l'adhérent.</p>	<p>« Art. R. 134-7 – [Conversion] Le contrat peut prévoir les modalités et les conditions de conversion en provisions mathématiques des parts de provision de diversification, dans des conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'économie.</p>	<p>Reprise du R.142-6, ajout de conditions définies par arrêté (qui pourront revoir/encadrer les modalités de conversion).</p>
<p>Article R142-8</p> <p>Les contrats autres que ceux mentionnés au premier ou au huitième alinéa de l'article L. 132-23 peuvent stipuler qu'ils ne comportent pas de possibilité de rachat durant une période qui ne peut excéder dix ans,</p>	<p>« Art. R. 134-8 – [Rachat] I.- La valeur de rachat ou de transfert des engagements relevant de l'article L.134-1 est égale à la somme des provisions mathématiques et du produit des parts de provision de diversification du souscripteur ou de l'adhérent par la valeur de la part correspondante, diminuée, le cas</p>	<p>Reprise de l'article R.142-8</p>

<p>sous réserve des événements mentionnés aux troisième à cinquième alinéas du même article. La notice mentionnée à l'article L. 141-4 précise alors en caractères très apparents que le contrat ne peut comporter de rachat durant la durée prévue au contrat.</p> <p>En l'absence d'une telle stipulation, les neuvième et dixième alinéas de l'article L. 132-23 s'appliquent. La valeur de rachat ou de transfert est égale au montant des droits individuels mentionnés à l'article R. 142-10, diminué, éventuellement, de l'indemnité mentionnée à l'article R. 331-5.</p>	<p>échéant, de l'indemnité mentionnée à l'article R. 331-5.</p> <p>« II.- La durée mentionnée au neuvième alinéa de l'article L. 132-23 est le terme de la garantie sans pouvoir excéder dix ans. Le cas échéant, le contrat ou la notice mentionnée à l'article L. 141-4 précise en caractères très apparents que les engagements relevant du présent chapitre ne sont pas rachetables durant la durée prévue au contrat.</p>	
<p>Article R142-9</p> <p>I. - Pour les contrats offrant la possibilité d'une liquidation en rente, l'intégralité des droits individuels inscrits sur le compte de l'adhérent est prise en compte lors de la conversion pour la détermination du montant de la rente à servir. Le montant de rente est exprimé en euros et calculé d'après des tables de mortalité et un taux d'intérêt technique prévu au contrat, dans des conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie. Le montant porté à la provision mathématique de l'adhérent est calculé d'après un taux d'intérêt technique déterminé dans des conditions et limites fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie. La différence entre le montant des droits individuels de cet adhérent avant leur conversion en rente et la provision mathématique ainsi déterminée est inscrite en parts de provision de diversification sur le compte individuel de l'adhérent.</p> <p>II. - En cas de liquidation d'une part seulement des</p>	<p>« Art. R. 134-9 – [Liquidation en rentes] I.- Pour les contrats offrant la possibilité d'une liquidation en rentes, l'intégralité de la valeur de rachat ou de transfert des engagements relevant du présent chapitre est prise en compte lors de la conversion pour la détermination du montant de la rente à servir. Le montant de rente est exprimé en euros et calculé d'après des tables de mortalité et un taux d'intérêt technique prévu au contrat, dans des conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie. Le montant porté à la provision mathématique de l'assuré est calculé d'après un taux d'intérêt technique déterminé dans des conditions et limites fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie. La différence entre la valeur de rachat ou de transfert et la provision mathématique ainsi déterminée donne lieu à la constatation d'engagements en nombre de parts de provision de diversification sur le compte individuel de l'assuré.</p> <p>« II.- En cas de liquidation d'une part seulement des</p>	<p>Reprise de l'ancien article R.142-9</p>

<p>droits individuels en rente, seule cette part est prise en compte pour l'application du présent article.</p> <p>Article R142-16</p> <p>Lorsqu'un contrat mentionné à l'article R. 142-12 prévoit l'acquisition de droits individuels relatifs à des engagements de rentes, ces droits ne sont plus gérés, à compter de la liquidation en rente, au sein d'une comptabilité auxiliaire relevant de la présente section.</p>	<p>engagements en rente, seule cette part est prise en compte pour l'application du présent article.</p> <p>« III.- <u>Pour les engagements dont l'échéance et le montant garanti vérifient des conditions définies par arrêté.</u> Ilorsqu'un contrat prévoit l'acquisition de droits individuels relatifs à des engagements de rentes, ces droits ne sont plus gérés, à compter de la liquidation en rente, au sein d'une comptabilité auxiliaire d'affectation relevant du IV de l'article R. 134-1.</p>	<p>Reprise de l'article R.142-16</p>
<p>Article R142-10</p> <p>I. - Il est ouvert pour chaque adhérent, lors de son adhésion, un compte individuel où sont inscrites les cotisations versées et leurs dates de versement, ainsi que :</p> <p>1° Les provisions mathématiques relatives à des engagements en euros, calculées conformément à l'article R. 142-2 ;</p> <p>2° Les parts de provision de diversification, calculées conformément à l'article R. 142-2 ;</p> <p>3° Les provisions mathématiques relatives à des engagements exprimés en unités de compte mentionnées à l'article R. 131-1.</p> <p>L'adhérent peut détenir des droits au titre, d'une part, d'engagements relevant de l'article R. 142-12 et au</p>	<p>« Art. R. 134-10 – [Comptes individuels] I.- Il est ouvert pour chaque souscripteur ou adhérent un compte individuel où sont inscrites les primes versées et leurs dates de versement, ainsi que :</p> <p>1° Les provisions mathématiques relatives à des engagements en euros, calculées conformément à l'article R. 134-1 ;</p> <p>2° Les parts de provision de diversification, calculées conformément à l'article R. 134-1 ;</p> <p>3° Les provisions mathématiques relatives à des engagements exprimés en unités de compte mentionnées à l'article R. 134-1.</p> <p>L'adhérent <u>ou souscripteur</u> peut détenir des droits au titre, d'une part, d'engagements relevant du IV l'article R. 134-1et au titre, d'autre part d'engagements mentionnés à l'article R. 134-1et ne relevant pas du IV</p>	<p>Reprise des I et II de l'ancien article R.142-10</p>

<p>titre, d'autre part d'engagements mentionnés à l'article R. 142-2 et ne relevant pas de l'article R. 142-12 : le compte individuel procède alors à des inscriptions séparées pour chacune des comptabilités auxiliaires d'affectation correspondantes.</p> <p>Le montant des droits individuels de chaque adhérent est la somme des provisions mathématiques et du produit des parts de provision de diversification de l'adhérent par la valeur de la part correspondante.</p> <p>Les situations de l'ensemble des comptes individuels sont arrêtées à la date de clôture de chaque exercice annuel.</p> <p>Après la conversion mentionnée à l'article R. 142-9, sont inscrits au compte individuel les cotisations versées, leurs dates de versement et les arrérages acquis à l'assuré.</p> <p>II. - Si la ou les premières cotisations font l'objet d'une affectation ou de prélèvements particuliers supérieurs à ceux des années suivantes, cette affectation ou ces prélèvements font l'objet d'une information spécifique contresignée par l'adhérent.</p>	<p>l'article R. 134-1 : le compte individuel procède alors à des inscriptions séparées pour chacune des comptabilités auxiliaires d'affectation correspondantes.</p> <p>Le montant des droits individuels de chaque adhérent <u>ou souscripteur</u> est la somme des provisions mathématiques et du produit des parts de provision de diversification de l'adhérent par la valeur de la part correspondante.</p> <p>Les situations de l'ensemble des comptes individuels sont arrêtées à la date de clôture de chaque exercice annuel.</p> <p>Après la conversion mentionnée à l'article R. 134-9, sont inscrits au compte individuel les cotisations versées, leurs dates de versement et les arrérages acquis à l'assuré.</p> <p>« II.- Si la ou les premières primes font l'objet d'une affectation ou de prélèvements particuliers supérieurs à ceux des années suivantes, cette affectation ou ces prélèvements font l'objet d'une information spécifique contresignée par le souscripteur ou adhérent.</p>	
<p>Article R142-10</p> <p>V. - Le contrat précise les prélèvements de l'organisme d'assurance, leurs modalités d'établissement et de perception. L'entreprise peut</p>	<p>« Art. R. 134-11 – [Frais et rétrocessions] I.- Le contrat précise les prélèvements de l'entreprise d'assurance, leur modalités d'établissement et de perception. L'entreprise peut opérer ces prélèvements :</p>	<p>Reprise des III et V de l'ancien article R. 142-10.</p>

<p>opérer ces prélèvements :</p> <p>a) Sur les cotisations versées, les montants transférés ou rachetés ;</p> <p>b) Sur les montants résultant de conversions à l'initiative de l'adhérent entre les droits exprimés en euros et ceux exprimés en unités de compte ;</p> <p>c) Sur le montant des droits individuels des participants ;</p> <p>d) Sur le solde du compte de participation aux résultats, dans des conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie ;</p> <p>e) Sur les prestations versées ;</p> <p>f) Sur les performances de gestion financière du contrat, les prélèvements étant exprimés en pourcentage de la somme annuelle, lorsqu'elle est positive, des produits nets des placements et de la variation des plus ou moins-values non réalisées des actifs du contrat ;</p> <p>g) Sur une combinaison de ces éléments ; toutefois, ne peuvent être appliqués de façon combinée les prélèvements mentionnés au d et ceux mentionnés au f.</p> <p>III. - Toute rétrocession de commission perçue par l'entreprise d'assurance au titre de la gestion financière des actifs de la comptabilité auxiliaire mentionnée à l'article L. 142-2 par ses gestionnaires délégués, ou</p>	<p>« a) Sur les primes versées, les montants transférés ou rachetés ;</p> <p>« b) Sur les montants résultant de la conversion à l'initiative du souscripteur ou adhérent entre les droits exprimés en euros et ceux exprimés en unités de compte ;</p> <p>« c) Sur le montant des valeurs de rachat ou de transfert ;</p> <p>« d) Sur le solde du compte de participation aux résultats, dans des conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie ;</p> <p>« e) Sur les prestations versées ;</p> <p>« f) Sur les performances de la gestion financière des actifs de la comptabilité auxiliaire d'affectation, les prélèvements étant exprimés en pourcentage de la somme annuelle, lorsqu'elle est positive, des produits nets de placements et de la variation des plus ou moins-values non réalisées des actifs de la comptabilité auxiliaire ;</p> <p>« g) Sur une combinaison de ces éléments ; toutefois, ne peuvent être appliqués de façon combinée les prélèvements mentionnés au d et ceux mentionnés au f.</p> <p>« II.- Toute rétrocession de commission perçue par l'entreprise d'assurance au titre de la gestion financière des actifs d'une comptabilité auxiliaire mentionnée à l'article L. 134-2 par ses gestionnaires délégués, ou par le dépositaire de ses actifs, est intégralement acquise à la comptabilité auxiliaire.</p>	
--	---	--

<p>par le dépositaire des actifs du contrat, est intégralement acquise au contrat.</p> <p>Tout contrat prévoit que l'entreprise d'assurance, ses éventuels gestionnaires délégués, y compris sous la forme d'une entreprise de placement collectif, ne versent à des courtiers, intermédiaires ou contreparties en charge de la gestion financière du contrat, aucune rémunération autre que les frais d'intermédiation y afférents.</p>	<p>« Tout contrat prévoit que l'entreprise d'assurance, ses éventuels gestionnaires délégués, y compris sous la forme d'une entreprise de placement collectif, ne versent à des courtiers, intermédiaires ou contreparties en charge de la gestion financière du contrat, aucune rémunération autre que les frais d'intermédiation y afférents.</p>	
<p>Article R142-10</p> <p>IV. - Le contrat peut prévoir des garanties complémentaires à l'exclusion de garanties de fidélité mentionnées au deuxième alinéa de l'article R. 331-5. Dans ce cas, lorsque la prime correspondante à ces garanties n'est pas exprimée en nombre de parts de provision de diversification, la provision mentionnée au 1° de l'article R. 331-3 correspondant à cette garantie n'est pas constituée au sein de la comptabilité auxiliaire mentionnée à l'article L. 142-2.</p> <p>La prime correspondante est individualisée et reprise dans la notice prévue à l'article L. 141-4.</p>	<p>« Art. R. 134-12 – [Garanties complémentaires] Le contrat peut prévoir des garanties complémentaires. Dans ce cas, lorsque la prime correspondante à ces garanties n'est pas exprimée en nombre de parts de provision de diversification, la provision mentionnée au 1° de l'article R. 331-3 correspondant à cette garantie n'est pas constituée au sein des comptabilités auxiliaires mentionnées à l'article L. 134-2.</p> <p>La prime correspondante est individualisée et communiquée au souscripteur et à l'adhérent.</p>	<p>Reprise du IV l'ancien article R. 142-10, modifié pour autoriser les garanties de fidélité.</p>
<p>Article R142-13</p> <p>I. - Le contrat indique la politique de placement suivie par l'entreprise d'assurance pour les actifs représentatifs des engagements du contrat et les risques techniques et financiers y afférents. Pour chaque catégorie d'actif, l'entreprise d'assurance</p>	<p>« Art. R. 134-13 – [Politique de placement] I. <u>Pour les engagements dont l'échéance et le montant garanti vérifient des conditions définies par arrêté, le contrat indique</u>, pour chaque comptabilité auxiliaire pour laquelle il est fait application de cette faculté, la politique de placement suivie par l'entreprise d'assurance pour les actifs affectés à la comptabilité auxiliaire et les risques techniques et financiers y afférents. Pour chaque catégorie d'actif, l'entreprise</p>	<p>Reprise de l'article R. 142-13 <u>pour les couples (échéances, montant garanti) définis par arrêté.</u></p>

<p>indique les limites d'investissement exprimées en pourcentage de la valeur au bilan d'affectation que cette catégorie devra respecter à tout moment.</p> <p>Le contrat indique s'il y a lieu que la politique de placement des actifs affectés en représentation des engagements du contrat privilégie une spécialisation dans des secteurs géographiques ou économiques déterminés, ou une répartition particulière entre les catégories d'actifs.</p> <p>Les indications mentionnées au présent I ne peuvent être modifiées que par avenant, dans les conditions prévues à l'article L. 141-4.</p> <p>II. - L'entreprise d'assurance élabore chaque année un rapport relatif aux résultats de gestion financière et à la mise en oeuvre des orientations de placement de la comptabilité auxiliaire d'affectation, qui est remis au souscripteur et sur demande aux adhérents. Il peut valablement être inclus dans le rapport mentionné à l'article L. 322-2-4.</p> <p>III. - Tout contrat mentionné à l'article R. 142-12 n'offrant pas la possibilité d'une liquidation en rente peut prévoir, par dérogation à l'article R. 142-14, que la valeur de réalisation des actifs définie à l'article R. 142-3 se réfère à un ou plusieurs indices d'actions ou à une ou plusieurs valeurs de référence : dans ce cas, la provision de diversification est représentée par des actifs d'une sûreté et d'une négociabilité appropriées</p>	<p>d'assurance indique les limites d'investissement exprimées en pourcentage de la valeur au bilan d'affectation que cette catégorie devra respecter à tout moment.</p> <p>« Le contrat indique s'il y a lieu que la politique de placement des actifs affectés en représentation des engagements de la comptabilité auxiliaire mentionnée à l'article L. 134-2 privilégie une spécialisation dans des secteurs géographiques ou économiques déterminés, ou une répartition particulière entre les catégories d'actifs.</p> <p>« Les indications mentionnées au présent I ne peuvent être modifiées que par avenant.</p> <p>« II.- L'entreprise d'assurance élabore chaque année un rapport relatif aux résultats de la gestion financière et à la mise en oeuvre des orientations de placement de la comptabilité auxiliaire d'affectation, qui est remis sur demande aux souscripteurs et adhérents. Il peut valablement être inclus dans le rapport mentionné à l'article L. 322-2-4.</p> <p>« III.- Lorsque le contrat n'offre pas la possibilité d'une liquidation en rente, il peut prévoir pour les engagements relevant du IV de l'article R. 134-1 que la valeur de réalisation des actifs définie à l'article R. 134-3 se réfère à un ou plusieurs indices d'actions ou à une ou plusieurs valeurs de référence. Dans ce cas, la provision de diversification est représentée par des actifs d'une sûreté et d'une négociabilité appropriées correspondant le plus étroitement possible à ceux sur lesquels se fonde ladite valeur de référence.</p> <p>« L'écart-type de la différence entre l'évolution d'une</p>	
--	---	--

<p>correspondant le plus étroitement possible à ceux sur lesquels se fonde ladite valeur de référence.</p> <p>L'écart-type de la différence entre l'évolution d'une part de provision de diversification, évaluée conformément à l'article R. 142-4, et celle de l'indice sur une période de référence ne dépasse pas un montant déterminé dans des conditions fixées par arrêté du ministre en charge de l'économie.</p> <p>L'indice respecte les conditions suivantes :</p> <p>1° La composition de l'indice est suffisamment diversifiée ;</p> <p>2° L'indice constitue un étalon représentatif du marché auquel il se réfère ;</p> <p>3° Le mode d'établissement et de diffusion de cet indice est satisfaisant.</p> <p>Article R142-14</p> <p>Les engagements réglementés mentionnés à l'article R. 331-1 au titre de chaque contrat sont représentés par les actifs mentionnés aux 1° à 7° de l'article R. 131-1 ainsi que ceux mentionnés au 13° de l'article R. 332-2.</p> <p>La valeur au bilan d'affectation visé à l'article R. 342-1 des actifs ci-après mentionnés ne peut excéder 10 % au total :</p>	<p>part de provision de diversification, évaluée conformément à l'article R. 134-4, et celle de l'indice sur une période de référence ne dépasse pas un montant déterminé dans des conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie.</p> <p>« L'indice respecte les conditions suivantes :</p> <p>« 1° La composition de l'indice est suffisamment diversifiée ;</p> <p>« 2° L'indice constitue un étalon représentatif du marché auquel il se réfère ;</p> <p>« 3° Le mode d'établissement et de diffusion de cet indice est satisfaisant.</p> <p><u>« Art. R. 134-14 – [Actifs éligibles en représentation]</u></p> <p><u>Pour les engagements dont l'échéance et le montant garanti vérifient des conditions définies par arrêté, les engagements réglementés mentionnés à l'article R. 331-1 au titre de chaque contrat sont représentés par les actifs mentionnés aux 1° à 7° de l'article R. 131-1 ainsi que ceux mentionnés au 13° de l'article R. 332-2.</u></p> <p><u>La valeur au bilan d'affectation visé à l'article R. 342-1 des actifs ci-après mentionnés ne peut excéder 10 %</u></p>	<p><u>On renvoie à un arrêté les couples (échéance, montant garanti) pour lesquels les actifs éligibles sont restreints. Pour les autres, c'est l'actif général.</u></p>
--	--	--

<p>1° Parts ou actions mentionnées au 3° ou au 4° de l'article R. 131-1 ;</p> <p>2° Par dérogation au premier alinéa du présent article, parts ou actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières ou de placements collectifs mentionnées au 8° de l'article R. 332-2 et dont l'actif comprend plus de 10 % de parts ou actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières, de placements collectifs relevant des paragraphes 1,2 et 6 de la sous-section 2, du paragraphe 2 ou du sous-paragraphe 1 du paragraphe 1 de la sous-section 3 de la section 2 du chapitre IV du titre Ier du livre II du code monétaire et financier ou de fonds d'investissement mentionnés au 3° du I de l'article L. 214-24-55 du même code ;</p> <p>3° Parts ou actions de placements collectifs mentionnés au 8° de l'article R. 332-2 ;</p> <p>4° Actifs mentionnés au 13° de l'article R. 332-2.</p> <p>De plus, la valeur au bilan d'affectation mentionnée à l'article R. 342-1 des parts ou actions mentionnées au 5°, au 6° ou au 7° de l'article R. 131-1 ou au 9° bis de l'article R. 332-2 ne peut excéder 30 % au total.</p> <p>L'article R. 342-2 s'applique sous réserve des dispositions du présent article. Par dérogation à cet article R. 342-2, l'article R. 332-3 ne s'applique pas à la comptabilité auxiliaire.</p>	<p><u>au total :</u></p> <p><u>1° Parts ou actions mentionnées au 3° ou au 4° de l'article R. 131-1 ;</u></p> <p><u>2° Par dérogation au premier alinéa du présent article, parts ou actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières ou de placements collectifs mentionnées au 8° de l'article R. 332-2 et dont l'actif comprend plus de 10 % de parts ou actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières, de placements collectifs relevant des paragraphes 1,2 et 6 de la sous-section 2, du paragraphe 2 ou du sous-paragraphe 1 du paragraphe 1 de la sous-section 3 de la section 2 du chapitre IV du titre Ier du livre II du code monétaire et financier ou de fonds d'investissement mentionnés au 3° du I de l'article L. 214-24-55 du même code ;</u></p> <p><u>3° Parts ou actions de placements collectifs mentionnés au 8° de l'article R. 332-2 ;</u></p> <p><u>4° Actifs mentionnés au 13° de l'article R. 332-2.</u></p> <p><u>De plus, la valeur au bilan d'affectation mentionnée à l'article R. 342-1 des parts ou actions mentionnées au 5°, au 6° ou au 7° de l'article R. 131-1 ou au 9° bis de l'article R. 332-2 ne peut excéder 30 % au total.</u></p> <p><u>L'article R. 342-2 s'applique sous réserve des dispositions du présent article. Par dérogation à cet article R. 342-2, l'article R. 332-3 ne s'applique pas à la comptabilité auxiliaire.</u></p>	
---	--	--

	<p style="text-align: center;">Article 2</p> <p>Le chapitre II du titre IV du livre premier du code des assurances est abrogé.</p>	L'article 2 abroge les dispositions existantes
	<p style="text-align: center;">Article 3</p> <p>Le code des assurances est ainsi modifié :</p> <p>I.- A l'article R. 143-2 la référence « L. 331-2 » est remplacée par la référence « L. 132-21-1 ».</p> <p>II.- Le cinquième alinéa de l'article R. 144-18 est ainsi rédigé :</p> <p>« 4° Un plan relevant du chapitre IV du titre III du livre Ier. [Toutefois, le capital garanti au terme constitutif de la rente garantie ne peut pas être inférieur, à la date de versement, aux primes versées nettes de frais.] »</p> <p>III.- Aux articles R. 144-19, R. 332-63, R. 344-1 et R. 423-4, la référence « L. 142-1 » est remplacée par la référence « L. 134-1 ».</p> <p>IV.- Après les mots « et 7° », le premier et le second alinéa de l'article R. 332-62 sont ainsi rédigés : « , 7 et 9° de l'article R. 331-3. »</p> <p>V.- Le 9° de l'article R. 331-3 est ainsi rédigé :</p> <p>« 9° Provision de diversification : pour les</p>	L'article 3 contient des dispositions de coordination, sans doute à compléter

	<p>engagements relevant de l'article L. 134-1, provision destinées à absorber les fluctuations des actifs affectés à ces engagements et sur laquelle les souscripteurs ou adhérents détiennent des droits individualisés sous forme de parts. Cette provision est abondée par tout ou partie des primes versées par les souscripteurs ou adhérents et par la part des résultats de la comptabilité auxiliaire d'affectation correspondante qui n'est pas affectée sous forme de provision mathématique. Elle se réduit par imputation des pertes, par imputation des frais, par prélèvements au titre des prestations servies et par conversion des parts souscripteurs ou adhérents en provision mathématique. »</p> <p>VI.- A l'article R. 331-5 la référence « L. 331-2 » est remplacée par la référence « L. 132-21-1. »</p>	
	<p style="text-align: center;">Article 4</p> <p>La section VI du chapitre II du livre IV du livre III du code des assurances est ainsi modifiée :</p> <p>I.- L'article R. 342-1 est ainsi modifié :</p> <p>1° Après les mots « aux contrats » sont insérés les mots « ou engagements » ;</p> <p>2° Après chaque occurrence des mots « du ou des contrats » sont insérés les mots « ou afférents aux engagements »</p> <p>II.- L'article R. 342-3 est ainsi modifié :</p>	

	<p>1° Les mots « de ce contrat » sont insérés les mots « ou afférents à ces engagements » ;</p> <p>2° Les mots « au titre du ou des contrats » sont remplacés par les mots « au titre de la comptabilité auxiliaire » ;</p> <p>3° Les mots « relatives à ce ou ces contrats » sont remplacés par les mots « relative à cette comptabilité auxiliaire » ;</p> <p>4° Les mots « affectés au ou aux contrats » sont remplacés par les mots « affectés à cette comptabilité auxiliaire ».</p> <p>III.- L'article R. 342-4 est ainsi modifié :</p> <p>1° Après les mots « relatifs aux contrats » et les mots « d'autres contrats » sont ajoutés les mots « ou engagements » ;</p> <p>2° Après les mots « d'un contrat » sont insérés les mots « ou d'engagements ».</p> <p>IV.- L'article R. 342-5 est ainsi modifié :</p> <p>1° Les mots « de chaque contrat » sont remplacés par les mots « qui font l'objet d'un enregistrement comptable distinct tel que prévu à l'article R. 342-1 » ;</p> <p>2° Les mots « des contrats qui font l'objet d'un enregistrement comptable distinct tel que prévu à l'article R. 342-1 », les mots « de ce ou ces contrats » et les mots « de ce ou de ces contrats » sont supprimés.</p> <p>V.- A l'article R. 342-7 les mots « détenus en</p>	
--	--	--

	<p>représentation des engagements de l'entreprise d'assurance relatif à un contrat » sont remplacés par les mots « qui font l'objet d'un enregistrement comptable distinct tel que prévu à l'article R. 342-1 ».</p> <p>VI.- L'article R. 342-9 est ainsi modifié :</p> <p>1° Après les mots « d'un contrat mentionné » sont remplacés par les mots « d'un contrat ou d'engagements mentionnés » ;</p> <p>2° Après les mots « de ce contrat » sont insérés les mots « ou de ces engagements ».</p>	
	<p style="text-align: center;">Article 5</p> <p>A l'article D. 132-7, la référence « L. 142-1 » est remplacée par la référence « L. 134-1 ».</p>	<p>Remontée de cette disposition dans le décret en conseil d'Etat</p>
	<p style="text-align: center;">Article 6</p> <p>[Entrée en vigueur]</p>	